

LA PROBLÉMATIQUE DU « DÉFICIT DE DÉVELOPPEMENT RÉEL » EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE



THIERRY AMOUGOU *

« Il faut arrêter le déracinement terrible que produisent toujours les méthodes coloniales des Européens. »
Simone Weil, *L'Enracinement*, 1990, Gallimard, Paris.

Une constante historique, lorsqu'on parle de pays développés et de pays sous-développés, a toujours consisté soit à énoncer de façon péremptoire ce que le deuxième groupe doit faire en termes d'étapes à franchir pour intégrer le premier¹, soit à mettre en exergue son retard et ses carences par rapport aux standards de vie occidentaux². De façon historique aussi, l'approche dominante du développement s'est très peu consacrée sur l'analyse des institutions, des pratiques et des structures qui permettent aux sociétés des Suds de se reproduire et de s'inventer dans le temps long afin d'améliorer leur vie au quotidien³. C'est que le développement, au sens de modernisation, a été pensé comme un rattrapage du Nord par le Sud⁴. Approche qui a oublié que de nombreux problèmes réels des Suds ne trouvaient solution, ni dans

* UNIVERSITÉ LOUVAIN-LA-NEUVE (BELGIQUE).

¹ Adam Smith, 1776, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations écosses*, 1776 ; Walt Whitman Rostow, *Les Étapes de la croissance économique*, Seuil, Paris, 1962.

² François Partant, *Essai sur l'après-développement*, La Découverte, Paris, 2016.

³ Georges Balandier, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique des changements sociaux en Afrique centrale*, Puf, Paris, 1955.

⁴ Robert Solow, *Théorie de la croissance économique*, Armand Colin, Paris, 1972.

le temps rapide inhérent à la stratégie de rattrapage ni *via* une modernisation dont la dimension mimétique ignore, couvre ou évince parfois la recherche de solutions aux problèmes concrets des Suds⁵. Problèmes concrets eux-mêmes le plus souvent absents des agendas officiels du développement dans son approche la plus courante. Il existe donc toujours dans l'histoire des résultats du développement – et c'est cela l'hypothèse de ce texte – un écart entre la modernisation que promeut le rattrapage et ce qu'on peut nommer le développement réel⁶. Écart que, faute de mieux, nous désignons par déficit de développement réel. Quels sont les fondements du déficit de développement réel au regard de l'évolution d'un trait caractéristique d'une pensée économique qui, dans les années 1950, donna naissance aux modèles de transition de la société traditionnelle à la société moderne ? Comment le concept *de développement réel se rend-t-il intelligible à la lumière des travaux de certains auteurs* critiques de la version dominante du développement ? Quelles sont les composantes du déficit de développement réel dans les Suds ? Notre objectif, dans une perspective interdisciplinaire, est de fournir des éléments de réponse à ces questions et d'esquisser une théorisation du déficit de développement réel dans les études du développement au XXI^e siècle.

16

« Scientifisation » et décrochage progressif du réel : le vice des origines de l'économie politique à la base de l'économie du développement

« Comment assurer une conciliation entre intérêts individuels et bien-être collectif ? » est l'interrogation qui, alors qu'elle provient de la philosophie politique, va préoccuper l'économie

⁵ Thierry Amougou, 2018, « Acteur populaire, économie populaire et développement réel : contribution à la théorie critique du changement social aux Suds », *Mondes en développement*, n° 181, p. 71-84.

⁶ Jean-Philippe Peemans, *Le Développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement face aux histoires du développement réel dans la seconde moitié du XX^e siècle*, L'Harmattan, 2002 ; Martine Ngo Nyemb, *Autonomisation des femmes dans un contexte de déficit de développement réel : une analyse des pratiques des Bayam-Sellam Détaillantes des marchés populaires de Yaoundé et de Douala au Cameroun*, PUL, Louvain-la-Neuve, 2017 ; Thierry Amougou, *Dualisme financier et développement au Cameroun. Une approche néobraudélienne et système*, PUL, Louvain-la-Neuve, 2010.

politique dès le XVIII^e siècle au point de devenir la base de son essor⁷. Dans une deuxième moitié du XVIII^e siècle où les sciences idiographiques se séparent de l'économie politique qui intègre le champ des sciences nomothétiques⁸, la question de départ posée par la philosophie politique trouve une réponse singulière. Cette dernière transforme au préalable la question immédiate de départ en une question médiante en faisant du marché le prisme au travers duquel la réponse à cette question doit être trouvée. S'enclenche par la suite une série de restrictions : le bien-être de la société est réduit au bien-être économique, l'économie à une question de marché, le marché à une question de prix d'équilibre et la question des prix d'équilibre se transforme en étude de la stabilité de l'équilibre. Une question large d'ordre sociétal a été réduite par l'économie politique et sa méthode en une question d'étude de la stabilité de l'équilibre par éviction complète de ses dimensions sociales et politiques de départ⁹. En réfutant la réponse de la philosophie politique, c'est-à-dire l'État comme conciliateur entre intérêts individuels et bien-être collectif, l'économie politique naissante donna comme réponse, un contrat décentralisé normé par le marché au sens de système concurrentiel et dynamique. Cette intuition smithienne, systématisée par David Ricardo qui posa les bases du raisonnement hypothético-déductif en économie, se renforcera avec la révolution marginaliste. Celle-ci, contrairement aux modèles smithiens et ricardiens, effaça complètement tous les acteurs réels. Désormais, seuls les facteurs de production sont rémunérés et un acteur fictif, l'*homo œconomicus*, valable en tout temps et en tout lieux, remplace les acteurs réels qu'étaient les travailleurs, les rentiers et les investisseurs¹⁰. Forts de cette scientification, les modèles économiques du développement, émergeant dans les années 1950, décrivent un développement hors-sol : sans contexte précis, sans acteurs réels parce qu'axés sur la maximisation des utilités et la minimisation des désutilités, sans sujet et sans histoire des Suds parce que désincarné. La faillite de ces modèles verra, dans les années 1980, une offensive encore plus forte de la « scientification »

17

⁷ Michel De Vroey, *Keynes, Lucas, d'une macroéconomie à l'autre*, Dalloz, Paris, 2009.

⁸ Immanuel Wallerstein, *L'Universalisme européen. De la colonisation au droit d'ingérence*, Demopolis, Paris, 2006.

⁹ Miche De Vroey, *op. cit.*

¹⁰ Abraham Frois, *Économie politique*, Économica, Paris, 2003.

du développement par le biais des programmes d'ajustements structurels : c'est la phase du retour en force d'une économie sans développement. Un besoin de faire de plus en plus science a entraîné un décollage des idées économiques sur le développement vers *le ciel des idées pures* où les hommes d'os et de chair, leur contexte de vie et leurs problèmes concrets ont été progressivement évacués pour privilégier la recherche de lois universelles et abstraites. La rationalité formelle a pris le pas sur la rationalité substantielle alors que les deux semblent inséparables dans l'analyse du développement réel où les valeurs, les relations sociales, les identités, les subjectivités, les besoins, les considérations éthiques et morales sont aussi primordiales que l'efficacité économique, quand ils ne la conditionnent pas complètement. Grand paradoxe, car, pour faire science, remarque Jacques Généreux¹¹, la science physique se rapprocha étroitement de la matière, son objet d'étude quand les sciences économiques, au centre de l'analyse du développement, s'éloignent drastiquement de l'homme et de la société, ses objets de recherche. Serge Latouche¹² renchérit dans le même sens lorsqu'il remarque que le développement, tel qu'il existe effectivement depuis 1945, « sacrifie toujours les hommes concrets au bonheur d'une humanité abstraite du futur ». L'objectif de construire une connaissance scientifique du réel des Suds et de les transformer *via* l'exploitation des dites connaissances n'a, de ce fait, jamais rencontré la réussite sur le terrain. D'où le surgissement des problématiques du développement réel par carence d'une saisie fidèle d'un réel pouvant servir de critère de validité à l'économie du développement.

Les problématiques du développement réel

Fortes de ce qui précède, plusieurs thématiques, avec chacune une préoccupation spécifique, semblent mettre en exergue la problématique composite du développement réel au XXI^e siècle : la recherche d'une totalité du réel ; l'idée suivant laquelle le réel occidental n'est pas celui des régions extra occidentales ; la critique de la modernisation et la recherche de critères performatifs.

¹¹ Jacques Généreux, *Introduction à l'économie*, Points, Paris, 2017.

¹² Serge Latouche, *L'Autre Afrique. Entre mondialisation et décroissance*, À plus d'un titre, Paris, 2008.

La recherche d'une totalité du réel

Les auteurs pertinents de cette thématique soulignent qu'une caractéristique remarquable de l'exique des études du développement est la fragmentation constante du concept *développement* en « développement économique », « développement social », « développement autocentré », « développement humain », « développement équitable », « développement populaire », « développement participatif », « développement endogène », « développement durable » ...

Une telle inflation conceptuelle est, d'après eux, moins le signe d'une réussite du développement en régions extra-occidentales que la manifestation d'un problème traduit par le décalage entre ce que prévoit le concept et la réalité constatée sur le terrain. *Le ciel des idées* ne rencontrant pas *la terre des Hommes*, il en résulte « un développement à particules », preuve théorique que chacun de ces concepts n'analyse qu'un fragment du réel¹³. Dans cette logique, le développement économique insisterait uniquement sur la réalité économique sans se préoccuper du développement social qui, lui-même, ignorerait la dimension économique dont dépendrait le développement social. Mis en résonance deux à deux, chacun de ces concepts trouve sa pertinence dans l'incomplétude de l'autre au prisme de l'idée de développement comme processus global. De là, le fait que la fuite en avant conceptuelle consistant à adjoindre un nouvel adjectif qualificatif est la manifestation de l'absence d'une conception du réel comme une totalité et dans sa totalité. Ce serait celle-ci qui, dans ses interdépendances systémiques, donnerait une pertinence tant à la ductilité des questions d'échelles qu'à l'urgence de la durabilité. Il s'ensuit une problématique du développement réel posée ainsi : le développement ne serait-il réel que s'il est automatiquement à la fois économique, politique, social, humain et durable, étant donné qu'il prendrait en compte la totalité d'un réel que « le développement à particules » analyse uniquement par fragments ?

Ainsi, le développement réel n'est pas le développement réellement existant comme l'avait été « le socialisme réel ». Il est le processus qui devrait permettre d'en sortir *via* une congruence

¹³ Serge Latouche, *Survivre au développement : De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Mille et une nuits, Paris, 2004.

enfin trouvée entre l'amélioration de la vie inscrite dans le concept développement et son effectivité en zones extra-occidentales. La plasticité du concept développement serait complètement incluse dans le développement réel au sens de processus englobant permettant de ramasser conceptuellement un monde et de se déployer pratiquement en un monde.

Le réel occidental méprise le réel des autres

La question du mépris des contextes extra-occidentaux fait apparaître une autre problématique du développement réel. Il est ici mis en exergue le fait que l'idéal-type historique occidental en matière de développement¹⁴ ne modélise pas seulement un monde occidental, mais le monde entier et prétend se déployer universellement en connaissances du monde entier sur lui-même. Dans ce cas, la route à suivre par les pays extra-occidentaux est déjà prédéterminée par « une totalité concrète » au sens de développement occidental¹⁵. Ladite « totalité concrète » trace, planifie et prescrit les politiques à opérationnaliser en Afrique, en Asie et en Amérique latine alors que le réel de l'Occident ne peut équivaloir celui des sociétés extra-occidentales¹⁶. La thèse principale de cette posture analytique, dite du post-développement¹⁷, revient à conjecturer la mort du développement à l'occidentale et à considérer celle-ci comme le terreau fondateur de la renaissance d'autres formes d'organisations des sociétés extra-occidentales enfin débarrassées de l'hypothèque qu'est le développementalisme. La problématique fondamentale que pose ce courant se décline ainsi : au lieu d'exercer un acharnement thérapeutique conceptuel sur l'idéal-type historique occidental en matière de développement, le développement réel des Suds ne serait-il pas la naissance, au-delà

20

¹⁴ Frédéric Von Hayek, 1952, *Scientisme et sciences sociales*, Pocket, Paris, 1952.

¹⁵ Georges Gurvitch, *Morale théorique et science des mœurs. Leurs possibilités, leurs conditions*, PUF, Paris, 1948.

¹⁶ Dudley Seers, *The limitation of the special Case*, *Bulletin of the Oxford University, Institute of Economics and Statistics*, 25, 2, 77-98, 1963 ; F. Partant, *op. cit.*, 2016.

¹⁷ Michael Singleton, *Critique de l'ethnocentrisme. Du missionnaire anthropophage à l'anthropologue post-développementiste*, Parangon, Paris, 2004 ; Serge Latouche, *op. cit.*, 2004 ; G. Rist, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presse de Sciences-Po., Paris, 2015.

du développement à l'occidentale, d'autres formes d'organisations de la vie dans tous les domaines ?

C'est donc dans le post-développement que prendrait racine le développement réel des Suds et pas dans le suivisme aliénant occidental. Dès lors, atteindre le développement réel, en régions extra-occidentales, dépend aussi de la sortie desdites régions de « l'occidentalo-centrisme » dominant dans l'approche dominante du développement réellement existant.

Une critique de la modernisation

Un autre angle d'entrée vers le développement réel est celui de la critique de la modernisation dans le but de montrer son besoin chronique d'un discours lénifiant, sans aspérité parce que débarrassé de toute référence au conflit. Suivant cette critique, les principaux théoriciens de la modernisation capitaliste ont conçu le développement comme le passage du traditionnel au moderne en accordant une place prépondérante au marché¹⁸. Cette modernisation est autant une utopie occidentale¹⁹ que le véhicule de l'idée d'un « marché-développeur » censé être le *deus ex-machina* du développement. Or, non seulement la modernisation n'épuise pas ce à quoi renvoie le développement comme mondes possibles d'une vie meilleure, mais le marché-autorégulateur ne prend pas en compte non plus une dimension importante du réel, constituée des avis divergents des acteurs, des rapports de pouvoir asymétriques, des dynamiques contradictoires, des dynamiques collectives et leurs rôles dans le changement social²⁰. À ces limites de la modernisation capitaliste, renforcées par la thèse de « la fin de l'histoire »²¹, la modernisation socialiste, *via* un État planificateur surplombant la société, ajoute la répression des dynamiques individuelles. Il en résulte que les modernisations

21

¹⁸ Dean C. Tiips, *Modernization theory and the comparative study of societies. A critical perspective*, 1976 ; R. Rowne et R. Cummings, *The Lagos plan of Action versus The Beg Report : Contemporary issues in African Economic Development*, Howard University, Washington DC, 1984.

¹⁹ Pierre Claval, 2016, *L'Aventure occidentale. Modernité et Globalisation*, Éditions Sciences humaines, Paris, 2016.

²⁰ Jean-Pierre Olivier de Sardan, 2001, « Sémiologie populaire de la corruption » (avec Giorgio Blundo), *Politique africaine*, n° 83, 2001.

²¹ Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris, 1993.

capitaliste et socialiste passent complètement à côté des conflits en rêvant respectivement d'un développement sans conflit *via* le marché et d'un développement sans conflit à travers la planification impérative de ressources collectivisées²². D'où la soumission du politique, au sens de mode de régulation d'un espace social instable et conflictuel, aux discours capitaliste et socialiste dominants. Ceux-ci rétrécissent l'ensemble des réels possibles d'un côté, à un marché qui prétend fournir une information parfaite et complète sur le réel et, de l'autre, à une planification qui se targue d'intégrer une connaissance totale de tout le monde et de ses besoins. La thèse alternative à cette critique de la modernisation s'énonce donc ainsi : c'est en rendant le développement politique, c'est-à-dire, en en faisant une économie politique, qu'il est possible de capter et de réaliser le développement réel, étant donné qu'une telle approche, contrairement aux modernisations capitalistes et socialistes, prend en compte les divergences, les conflits et les dynamiques contradictoires individuelles et collectives, dans la construction, la structuration et la régulation d'un espace et d'un ordre commun des choses et des gens.

22

C'est de cette façon qu'on peut éviter la divergence permanente entre « la modernisation du monde » et « les histoires du développement réel »²³. Dans sa dimension contemporaine, le développement réel peut être vu comme le processus historique où s'affrontent depuis des siècles des acteurs dominants pour qui les territoires sont des gisements de ressources matérielles et humaines à incorporer dans la sphère de l'accumulation du capital, et les acteurs plus ou moins dominés ou autonomes, pour qui les territoires sont avant tout des lieux de vie où se jouent les conditions de la production et de la vie sociale et son environnement naturel et matériel²⁴. Ne pas tenir compte de cette dynamique conflictuelle, dont le développement réel est le produit, dans l'approche et la construction du territoire fait que les tentatives pour rattraper le retard du bien-être des sociétés est toujours à recommencer au point de fonder un sous-développement incompressible.

²² Frédéric Lapeyre, « La croissance fuit de partout », *Revue Antipode*, 2007.

²³ Jean-Philippe Peemans, *op. cit.*, 2002.

²⁴ Fernand Braudel, *La Dynamique du capitalisme*, Arthaud, Paris, 1985.

La recherche de critères performatifs

Force est de constater, nonobstant les discours hégémoniques de la Banque mondiale (BM) et du FMI sur le développement tel qu'il se fait effectivement depuis 1945, que la recherche d'une forme de développement réel, notamment « des acteurs du bas », est omniprésente dans le paradigme dominant. L'approche du développement en termes de satisfaction des besoins essentiels dans les années 1970, d'un *pro poor growth* dans les années 1980 par promotion des marchés parfaits, de lutte contre la pauvreté *via l'empowerment* dans les années 2000 et de *pro-poor development* (participation et inclusion sociale) dès 2001 a pour objectif stratégique de sortir « les pauvres » d'un consensus de Washington et d'un ajustement à visages inhumains²⁵. Le paradigme *make adjustment work for the poors* et *pro-poor market* pense le développement réel des « acteurs du bas » comme leur inscription dans la sphère du marché, celle du paradigme dominant²⁶.

En critiquant la médiocrité des résultats en matière de développement des dispositifs de la Banque mondiale et du FMI, Amartya Sen (1990) a proposé l'Indice du développement humain (IDH) au sein du PNUD. L'espérance de vie, le revenu par tête et le niveau d'éducation jouent dans ce cas le rôle de critères performatifs du développement humain réel même si le développement humain est plus large. L'économiste indien récuse ainsi non seulement le paradigme du marché-développeur, mais aussi l'assimilation de la croissance au développement humain. Par conséquent, dérivés de l'IDH, le *Gender related-Development Index* (GDI) qui prend en compte les disparités liées au genre et l'Indice de développement humain, ajusté suivant les inégalités (IDHI), sont des critères encore plus marquants de la mise en évidence du développement réel des « acteurs du bas » en prenant en compte les rapports hommes/femmes et les inégalités sociales éludés par le paradigme *pro-poor market*.

Dans *Poverty and Famines* (1981), Amartya Sen²⁷ s'intéresse à nouveau au sort des « acteurs du bas » *via* l'étude des famines en

²⁵ UNICEF, *L'Ajustement à visage humain*, 1987.

²⁶ Jean-Philippe Peemans, *op. cit.*, 2002 ; D. Cohen, *Trois leçons sur la société postindustrielle*, Seuil, Paris, 2006.

²⁷ Amartya Sen, *Poverty and Famines*, Oxford, Clarendon, 1981.

Inde, au Bangladesh et en Afrique. Il démontre que les problèmes de famine ne proviennent pas systématiquement d'une absence de ressources alimentaires ou d'une baisse de la production alimentaire, mais très souvent d'un accès inégal, par manque de démocratie, aux ressources alimentaires existantes. En conséquence, dans *Development as Freedom*, publié en 1999, Sen approche le développement réel comme « un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus ». Cela exige « la suppression des facteurs qui s'opposent aux libertés : la pauvreté aussi bien que la tyrannie, l'absence d'opportunités économiques comme les conditions sociales précaires, l'inexistence de services publics autant que l'intolérance ou la répression systématique exercée par les États autoritaires ».

Même si le fait que la liberté serve à la fois d'instrument et de résultat au développement chez Sen est questionnable pour « les acteurs du bas » très souvent exclus²⁸, ses analyses permettent de mieux cerner le réel en reliant l'individuel et le collectif, la justice sociale et l'efficacité économique puis les variables monétaires, sociales et politiques par une définition du développement réel comme une extension des capacités des hommes, des communautés et des sociétés. C'est-à-dire une extension des possibilités réelles de choix et de recours des individus, des communautés et des sociétés dans tous les domaines, et une extension réelle de l'éventail desdits choix et recours dans tous les domaines. Ainsi, réaliser le développement réel revient à renforcer les capacités et l'*empowerment* comme critères performatifs des individus, des communautés et des sociétés.

24

Comment rendre intelligible le déficit de développement réel ?

L'existence des problématiques du développement réel amène au constat d'un déficit de développement réel. Comment le rendre intelligible dans les Suds ?

²⁸ Jérôme Ballet, Jean-Luc Dubois et François-Régis Mahieu, *L'Autre développement. Le développement socialement soutenable*, L'Harmattan, Paris, 2005.

La composante imaginaire, historico-culturelle et structurelle du déficit de développement réel

Pour de nombreux pays des Suds, notamment latino-américains et africains, une réflexion sur le développement réel ne peut échapper au prisme analytique de la « situation coloniale ». Un contexte précis qui permet de saisir comment et combien la colonisation a imposé un certain type d'évolution aux populations colonisées²⁹. La « situation coloniale », en mobilisant l'histoire, rappelle que l'approche courante du développement a, dans les Suds, et cela dès 1945, une base paradoxale, constituée d'une totalité coloniale au sens de variante idéologique, spirituelle, économique et matérielle du pouvoir totalitaire d'une puissance occidentale sur une société extra-occidentale. Le décalage entre l'État-colonial théorique, censé, au sens de Norbert Elias³⁰, réaliser une civilisation pacifique et améliorative des mœurs dans les sociétés extra-occidentales, et l'État-colonial réel, synonyme d'une violence multiforme, d'une subalternisation et d'une répression tous azimuts des indigènes et de leur culture³¹, est éclairant. Il donne une idée concrète de la dimension historique du déficit de développement réel en postcolonies où survivent les microstructures matérielle, psychologique et juridique du pouvoir colonial. Dans ces conditions, la « bibliothèque coloniale »³² n'a pas seulement produit un pseudo-savoir scientifique sur les Suds. Elle a aussi implanté de nouvelles spiritualités et inculqué de nouvelles manières de penser et de nouvelles façons d'être, individuellement et collectivement. D'où un « viol de l'imaginaire » autochtone en ce que celui-ci n'est désormais fait que d'images, de choses, de mondes et de principes de vie venus d'ailleurs³³. Dans la mesure où le développement est un pari sur l'avenir, l'imaginaire, réalité d'un autre type³⁴, y est incontournable, étant donné qu'il est l'instance mentale et psychique qui préfigure ledit pari avant sa

25

²⁹ Georges Balandier, *Civilisés, dit-on*, PUF, Paris, 2003.

³⁰ Norbert Elias, 1975, *La Dynamique de l'Occident*, Pocket, Paris, 1975.

³¹ Simone Weil, *L'Enracinement*, Gallimard, Paris, 1990 ; Frederick Cooper, *L'Afrique depuis 1940*, Bibliothèque Payot, Paris, 2002.

³² Vincent Mudimbe, *The invention of Africa*, Indiana University Press, 1988.

³³ Aminata Traoré, *Le Viol de l'imaginaire*, Fayard, Paris, 2012.

³⁴ Miche Pastoureau, « La couleur est une idée », <le Point. fr>, 2012.

factualisation. Dès lors, être incapable, à cause de la colonialité, de se penser soi-même et d'imaginer son avenir à partir de soi-même et de son monde, est, dans les Suds, la base fondatrice du déficit de développement réel.

Celui-ci se décline comme l'incapacité d'une société à imaginer le monde des hommes et son monde à partir d'elle-même, à imaginer elle-même son avenir et à se donner à elle-même des ordres dans le domaine de son amélioration parce qu'elle les reçoit d'entités à la fois supérieures et extérieures à elle.

La phase coloniale de cette perte d'autonomie se caractérise par le *supply leading* de la modernisation sous tutelle, c'est-à-dire une offre de développement de « l'État-colonial développeur » qui évinça les pratiques endogènes de développement. La phase contemporaine est marquée par le *supply leading* des instances internationales du développement des États postcoloniaux au détriment des demandes réelles des classes non élitistes des Suds³⁵. Sorti de la colonisation pour s'inscrire dans un monde du développement déjà là, le déficit de développement réel, sur le plan macro, souligne, aussi bien l'absence d'autonomie des États postcoloniaux que l'absence d'autonomie de leurs populations par rapport à des États forts du Nord relayeurs des prescriptions développementalistes internationales. De ce fait, parler de déficit de développement réel équivaut à parler du déficit d'autonomie. Et parler de pratiques d'autonomisation des sociétés extra-occidentales revient à parler de leur développement réel.

À titre d'exemple, les femmes revendeuses des marchés populaires subsahariens font du développement réel lorsqu'elles améliorent concrètement leur vie en mettant en place une activité d'achat de denrées alimentaires dans les campagnes et de revente dans les zones urbaines³⁶. Dès lors, le déficit de développement réel est un concept *input/output*, c'est-à-dire à la fois cause de l'absence d'autonomie (instrument) et résultat de l'absence d'autonomie, comme le montrent les tontines africaines, associations rotatives d'épargne et de crédit à la fois instruments et résultats des pratiques

³⁵ Martine Ngo-Nyemb, *op. cit.*, 2017 ; Maurice Merleau-Ponty, 1945, *Phénoménologie de la perception*, Gallimard, Paris, 1945 ; Cornelius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, Seuil, Paris, 1975.

³⁶ Martine Ngo-Nyemb, *ibidem*.

populaires d'autonomisation financière solidaire et résultats d'un développement financier réel en pratique.

La composante métrique et économique du déficit de développement réel

Elle est composite, tournant autour d'une critique du PIB. Une dimension du déficit de développement réel concerne le *pair concept* réel/nominal. Très souvent, les taux de croissance des pays africains sont exprimés en termes purement nominaux traduits par le nombre d'unités monétaires qu'engrangent ces pays suite à une hausse des exportations de produits de rente ou de matières premières. Ce PIB à prix courants (sans tenir compte de l'inflation) est un indicateur qui ne traduit aucunement la richesse réelle du pays (PIB à prix constants), seule capable de traduire l'aspect quantitatif du développement réel qu'est l'augmentation des richesses au sein d'une société.

En outre, même exprimé en termes réels, le problème de répartition des fruits de la croissance, que ne prend pas en compte le PIB, apparaît comme la limite distributive de la dimension quantitative du développement réel au sein du modèle dominant.

À titre d'exemple, « la croissance, cela ne se mange pas » est la réponse des femmes revendeuses du marché populaire de Cotonou au Bénin à la question demandant si leurs conditions de vie s'améliorent suite à la hausse du taux de croissance de leur pays : « L'histoire des politiques de développement nous montre bien que ce qui est central ce n'est pas la croissance mais le modèle de croissance qui peut être au service du développement humain ou non. Dire qu'il faut déconstruire le modèle de croissance promu par les acteurs dominants, ce n'est pas forcément rejeter l'idée de croissance mais, dans tous les cas, (ré)encadrer la croissance dans une stratégie de développement dont elle serait un élément parmi d'autres. »³⁷ En d'autres termes, la non-prise en compte des inégalités, de la dimension environnementale, du non-marchand et des communs témoigne autant du déficit de développement réel du PIB que sa centralisation dans la pensée sur le développement, faite des formes de vie sans vocation à l'hégémonie, mais améliorant

³⁷ Frédéric Lapeyre, « La croissance fuit de partout », *Revue Antipode*, n° 10, p. 2-3, 2007.

affectivement la vie des gens de rien et de peu. Parmi ces formes de vie et d'organisations économique-financières, sans vocation à l'hégémonie, se trouve l'économie populaire très souvent dite informelle et dont le PIB ne capte aucunement l'apport en matière de développement. Dès lors, le déficit de développement réel en Afrique subsaharienne traduit à la fois le fait que les statistiques officielles ne comptabilisent pas les pratiques économiques populaires et que, pour cela, ces statistiques officielles sont des données insuffisantes. Elles sont l'expression et le constat d'un mal-développement : « Le manque de statistiques exactes n'est pas qu'un simple problème technique ; il génère un impact massif sur le bien-être des populations des pays en développement. »³⁸

La composante spatiale et temporelle du déficit de développement réel

28

Cette composante a été mise en évidence en Afrique subsaharienne par Martine Ngo-Nyemb en 2017 dans une recherche portant sur l'autonomisation des *Bayam-Sellam*, femmes revendeuses de denrées alimentaires dans les marchés populaires de *Mfoundi* à Yaoundé et de *New-Bell* à Douala au Cameroun. Ses travaux, à l'instar de ceux de Johan Heinrich Von Thünen en 1826 sur la localisation des activités agricoles et de ceux de Paul Krugman depuis 1990 sur « l'économie géographique », mettent en évidence, dans le cas du Cameroun, l'importance du territoire (institutions, géographie, structure sociale, conflits d'acteurs) et de sa mémoire (l'histoire qu'il évoque dans l'imaginaire populaire) dans l'activité économique. L'économie populaire et l'activité des *Bayam-Sellam* est plus développée à Douala, capitale économique du Cameroun. C'est un territoire côtier qui a été très vite au contact de commerçants occidentaux et est désormais un port international incontournable en Afrique centrale. La circulation des hommes, des biens et des services y est donc plus intense qu'à Yaoundé, *hinterland* et capitale politique du pays. La population de Douala est aussi majoritairement constituée « d'acteurs du bas » de la société camerounaise, même si on y trouve le plus grand tissu camerounais de microentreprises. Yaoundé est plus élitiste,

³⁸ Morten Jerven, *Poor Numbers. How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*, Cornell University Press, 2013.

hébergeant les institutions politiques, dont la présidence de la République. À l'intérieur des deux villes, avoir un comptoir ou un bout de trottoir où vendre ses produits est aussi important pour les *Bayam-Sellam* que l'endroit de la ville où elles se trouvent, car les zones d'affluence correspondent à la carte de la demande solvable. Le fait que cette dernière se déplace dans la journée, ainsi qu'entre le marché nocturne et le marché diurne, entraîne la mobilité des *Bayam-Sellam* dans le temps et l'espace. Le rapport dynamique à l'espace et au temps est un facteur important de la croissance de leur activité. Elles doivent sans cesse ajuster leur territoire d'activité à la mobilité de la carte de la demande solvable sur le territoire.

Le fait que le PIB passe complètement à côté de ce facteur spatio-temporel et surtout du rapport des acteurs à ce facteur comme ressources de l'activité des *Bayam-Sellam*, de leurs chiffres d'affaires et de leur marge, constitue la dimension territoriale et temporelle du déficit de développement réel des indicateurs métriques. Ceux-ci passent à côté des effets géographiques, de structures sociales et de mémoire du territoire qui, quoique pertinents dans les deux marchés, permettent au marché populaire de *New-Bell* à Douala d'offrir plus d'opportunités, de chiffre d'affaires, de marges et de mobilités aux *Bayam-Sellam* que le marché du *Mfoundi* à Yaoundé. Chaque croissance a donc sa géographie, son histoire et sa mémoire. Chaque croissance reflète un rapport singulier des hommes à l'espace et possède sa propre temporalité, autant de dimensions qui permettent de capturer le bien-être des sociétés africaines. Y arriver exige de faire l'expérience d'une dialectique de la durée sur la compréhension et de l'historicité du développement. C'est-à-dire de faire un cadastre des interactions spatiales, temporelles et sociologiques réelles entre la structure temporelle du marché populaire (temps court, temps moyen et temps long), sa structure spatiale (localisation urbaine, mobilité urbaine, rapports villes-campagnes) et sa structure sociale (rapport paysans/commerçants, acteurs du bas/élites).

L'entendement de cette inspiration braudélienne peut s'illustrer par notre voyage en 2017 de la ville de Goma à la ville de Bukavu en RDC, autre terrain africain. Le lac Kivu qui relie les deux villes est le catalyseur d'un environnement particulier qui, en dehors de l'étendue d'eau qui parfois s'étend à perte de vue, fait jaillir, ici et là, de multiples petites îles, produits d'un temps long de la structure spatiale du territoire. Ces petites îles, notamment celles où accoste le bateau qui fait la navette Goma/Bukavu, ont vu naître

de petits marchés dont le pic des circulations marchandes s'inscrit dans le temps événementiel qu'est l'arrivée, le ralentissement et l'accostage du bateau. Hommes, femmes et enfants vendeurs, qui prennent d'assaut le bateau accosté, ne doivent pas seulement être perspicaces pour convaincre les passagers d'acheter papayes, ananas, oranges, arachides et bien d'autres biens. Ils se doivent aussi d'avoir une expertise qu'exige la géographie dudit marché. Ils doivent obligatoirement savoir nager – et ils le savent tous puisque leur vie est largement liée aux ressources tirées du lac Kivu. Mais surtout, ils doivent savoir comment porter leurs marchandises en équilibre sur la tête, les présenter aux passagers d'un bras et s'agripper avec l'autre sur un bateau qui tangue. Les prix, les négociations et les achats changent suivant que le bateau est en train d'accoster, à l'arrêt ou en train de repartir. D'où l'intervention d'un temps encore plus court dans les transactions au sein d'îlots de marchés populaires qui n'auraient pas existé sans une telle géographie et sans le temps long dont elle est le résultat. Il y a donc du temps long dans le temps court dont la temporalité événementielle est, en retour, partie intégrante de la longue durée du territoire. La vie réelle des populations congolaises de ces îles et son amélioration au sens de développement réel grâce à cette « activité commerciale aquatique » est calquée sur un espace-temps (altitude, climat, réseau hydrographique...) et sur un rapport qui donne des aptitudes et des habitus devenus des ressources de production.

30

La composante politique du déficit de développement réel

Par politique nous entendons ici les paradigmes de développement qui s'appliquent de façon impérative aux pays des Suds, notamment africains, et qui, pendant des périodes précises, se présentent très souvent comme la meilleure et seule façon d'améliorer la situation desdits pays et le bien-être de leur population. La politique d'industrialisation des années 1970 a par exemple consisté à promouvoir des industries modernes en Afrique dans le but d'en faire des motrices de la modernisation des sociétés africaines. La Gécamines (La Générale des carrières et des mines) en RDC, malgré les multiples paramètres qui expliquent sa faillite³⁹,

³⁹ Benjamin Rubbers, 2006, « L'effondrement de la Générale des carrières et des mines ; Chronique d'un processus de privatisation informelle », *Cahiers d'études*

est restée dans la programmation d'une économie coloniale dont le but était moins le développement du pays que l'exploitation de l'avantage comparatif minéral du sous-sol katangais. Les complexes agro-industriels furent pensés pour sortir le Cameroun du sous-développement en utilisant son avantage comparatif en terre et en travail. Sans avoir jamais assuré l'autosuffisance alimentaire du pays (contrairement à l'agriculture familiale jamais soutenue par autant de capitaux), sans aucun impact décisif sur le bien-être des paysans et encore moins sur le renforcement structurel du secteur secondaire, ces agro-industries ont été des gouffres financiers au bénéfice des prestataires occidentaux ayant gagné les projets de leur mise en place⁴⁰. Tout ce qui comptait pour ces partenaires était que le Cameroun importât des techniques et des techniciens et non la viabilité à long terme des agro-industries, dont les produits étaient par ailleurs plus coûteux que leurs substituts importés. De telles asymétries contractuelles entre pays africains, experts et financiers occidentaux n'ont pas seulement induit une accumulation de l'endettement international du continent, mais aussi la naissance de nombreux éléphants blancs comme la Cellucam (Cellulose du Cameroun) et le barrage d'Inga en RDC, respectivement première industrie ultramoderne de fabrication de pâte à papier en Afrique inaugurée en 1970 et définitivement fermée deux ans après et barrage hydroélectrique qui n'a jamais mis la RDC et la sous-région hors de leur sous-capacité énergétique. Et pourtant, la politique sous-jacente assurait que la Cellucam et Inga allaient impulser et accélérer le développement industriel de ces pays. De nos jours, la Cellucam est ensevelie dans une forêt dont elle devait faire jaillir du papier et la RDC passe au projet Inga 3 d'un coût de 14 milliards de dollars alors que sa population n'est toujours pas sortie du « courant alternatif » sur le plan énergétique, dans un pays où l'électricité reste un luxe malgré les barrages Inga 1 et Inga 2.

Faire dépendre le développement des pays africains, phénomène de long terme, des ajustements économiques de court terme comme le remboursement de la dette entraîne aussi un déficit de développement réel. De nombreux pays de modernisation récente comme les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont pourtant

africaines, p. 115-133, 2006.

⁴⁰ Jean-Claude Willame, 1985, « Cameroun : les avatars d'un libéralisme planifié », *Politique Africaine* n° 18, p. 44-70, 1985 ; Amougou, *idem*, 2010.

largement construit leur développement sur des flux de capitaux extérieurs en provenance du Royaume-Uni et de la France, c'est-à-dire sur un endettement extérieur consécutif à un déficit persistant des balances courantes⁴¹. Ce « deux poids deux mesures » fait que ce sont des événements (court terme) et des conjonctures (moyen terme) qui l'emportent sur des innovations de structures (long terme), seules capables de renforcer une capacité de reproduction durable de l'autonomie sociale des systèmes sociaux et de leurs acteurs.

Last but not least, les accords de coopération UE/ACP sont un exemple révélateur de cette non-prise en compte du caractère durable des structures historiques lorsqu'on examine le rôle jadis affecté au STABEX et au SYSMIN⁴². La fonction de stabilisation des prix agricoles et miniers des pays ACP, que devaient jouer ces deux institutions, s'est avérée inopérante et inefficace à terme parce que leurs mécanismes se basaient uniquement sur la conjoncture (baisse des recettes d'exportation, fluctuations des cours mondiaux) et l'événement (catastrophe naturelle) pour résoudre un problème de long terme, traduit par la dépendance et l'extraversion négative des structures productives des pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Cela n'a aucunement changé avec la naissance de l'OMC qui oriente désormais les politiques agricole et minière des pays ACP sans avoir résolu les problèmes de structures qui entraînent une croissance agricole et minière appauvrissante de pays africains depuis la période coloniale.

La raison statistique s'évertue à compter, à hiérarchiser, à classer, à conventionner et à archiver les éléments constitutifs de l'État-nation dans de nombreux pays subsahariens comme si un territoire national cohérent existait, ainsi que le suppose la raison géographique qui découpe l'espace en unités administratives *via* un bornage externe, que la raison sociopolitique suppose correspondre à la démographie et aux identités politiques et culturelles réelles⁴³. Ainsi, le déficit de développement réel provient autant du fait que

⁴¹ Chicot Éboué, 2003, « La nouvelle économie du développement : les enjeux africains », *Dynamiques de développement. Débats théoriques et enjeux politiques à l'aube du 21^e siècle. Mélanges en l'honneur de Georges Walter Ngango*, p. 67-106, 2003.

⁴² Le STABEX a été un système introduit par la *Convention de Lomé I* pour la stabilisation des prix du secteur agricole. *Lomé 2* a mis en place le SYSMIN comme soutien à la production minière des pays ACP.

⁴³ Alain Desrosières, *Pour une sociologie historique de la quantification*, Transvalor-Presses des Mines, Paris, 2010 ; Georges Courade et Luc Sindjoun, « *Le Cameroun dans*

le contenant spatial, c'est-à-dire l'État-nation, ne peut expliquer les contenus démographique, culturel, identitaire et sociopolitique réels que du renforcement d'un décalage entre la carte géographique de la politique de développement et les territoires réels de vie des populations. Les politiques de développement qui en découlent ne peuvent saisir les espaces vides et/ou déconnectés et encore moins les conflits d'acteurs hors de portée d'une raison statistique et géographique officielle procédant par généralisation sur la base des grands nombres. Si les micronations flottantes et précoloniales entre le Cameroun, le Nigéria, le Tchad et le Niger s'avèrent de nos jours des territoires de prédilection de la secte terroriste Boko Haram, sachant que ces États appliquent des politiques de développement dites nationales depuis plus de cinquante ans, alors preuve est ainsi faite d'un déficit de développement réel, car les populations de ces terres sont aussi très souvent celles oubliées par la modernisation nationale de l'État postcolonial africain depuis 1960⁴⁴.

La composante épistémologique du déficit de développement réel

33

Parler du développement réel, c'est parler d'une méthodologie capable d'entraîner une saisie fidèle du réel des sociétés et des pays étudiés afin d'en tirer des savoirs pertinents pouvant inspirer des politiques de développement. La dimension méthodologique du développement réel est donc cruciale, car le développement réel est une forme de changement social qui se réalise (ou ne se réalise pas) grâce à ou à cause d'une méthodologie particulière. À titre d'illustration, le modèle dominant présente plusieurs caractéristiques qui le rendent incapable d'entraîner le développement réel dans les Suds en général et en Afrique en particulier. D'un côté, l'individualisme méthodologique de la modernisation capitaliste oublie le collectif, les institutions

l'entre-deux », *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)*, Karthala, Paris, 1996.

⁴⁴ Thierry Amougou, « Concluding Remarks: A complex of effects and their consequences in the field of Asian and European Official Development Assistance (ODA) and the development process », in *Approaches and implementations of Asian and European Official Development Assistance*, L'Harmattan, Paris, 2016; Thierry Amougou, « Boko Haram et les territoires perdus de la modernisation post-coloniale », *La Croix*, p. 25, 2016; Thierry Amougou, *idem*, 2018.

et la société comme réalités concrètes dans le processus de développement. De l'autre, l'holisme méthodologique de la modernisation socialiste fait fi de la réalité individuelle du développement. Deux figures méthodologiques qui s'éloignent de sociétés concrètes dont une saisie fidèle se rapprocherait d'un changement social suivant une méthode métisse, qui viendrait unir la réalité collective et la réalité individuelle, le privé et le public, le « haut » et le « bas », le national et l'international dans tous les domaines *via* un relationnisme historique⁴⁵. Erreurs de saisie du réel social qui, dans l'approche « économiciste », se transforment carrément en loupage complet de la société et de la question sociale des Suds. En fait, le mélange entre la tradition positiviste et pratique de l'économie suivant laquelle la société n'existe pas et la tradition normative et constructiviste de l'économie suivant laquelle le marché est un estimateur sans biais des sociétés des Suds ne peut aboutir à un développement réel. La première tradition est une négation de l'existence des dites sociétés et la seconde leur destruction *via* leur assimilation à des marchés parfaits à traiter comme tels par les instances financières internationales.

34

En outre, l'hypothèse d'atomicité a entre autres comme conséquences, d'exclure les rapports de pouvoir asymétriques des modèles économiques de développement et des politiques qui en découlent comme l'ajustement structurel. Or, ces rapports de pouvoirs asymétriques sont une réalité historique dans le développement des peuples et de leurs liens avec d'autres peuples. Réaliser le développement réel exigerait que ceux-ci soient pris en compte dans les politiques de développement. Une argumentation supplémentaire souligne qu'implémenter des programmes d'ajustements structurels n'est pas uniquement exécuter une politique de développement ; c'est aussi et surtout une mise en pratique d'une dialectique de trois types de pouvoirs fondamentaux : le pouvoir structurel, comme la capacité de long terme qu'a une société de définir ses structures de vie⁴⁶, le pouvoir d'ajustement, au sens de la capacité de court terme que possède une société de modifier une politique qui se fait et le pouvoir conjoncturel, entendu comme la possibilité de prendre des mesures

⁴⁵ Philippe Corcuff, *Les Nouvelles sociologies*, Armand Colin, Paris, 2011.

⁴⁶ Susan Strange, *States and Markets*, Bloomsbury Academic, 2015.

pro ou contracycliques suivant ses objectifs de développement. Ne pas posséder ces pouvoirs, comme l'entraîne l'ajustement structurel, revient à perdre la main sur son destin et à ne pas avoir prise sur son réel.

Il existe donc des situations d'absence de développement réel induites par des injustices d'ordre épistémologiques. C'est ce que le sociologue Boaventura Dos Santos (2018) appelle des « épistémicides ». Une sorte de « génocide scientifique » des sociétés des Suds, entraîné non seulement par le fait que les nomenclatures analytiques inspirées de l'histoire occidentale présentent de nombreuses cases vides lorsqu'il faut lire les sociétés des Suds, mais aussi par le constat que des émergences sociales authentiques dans les sociétés des Suds n'ont aucune correspondance dans l'épistémologie d'inspiration occidentale. En conséquence, l'analyse des sociétés des Suds se fait à travers une méthode qui met en exergue des absences, des carences et des vides sans pour autant être capables de capter les émergences sociales authentiques qui y améliorent effectivement la vie des populations. Il en est ainsi parce que les modèles de sociétés qu'y cherche et y projette une épistémologie d'inspiration occidentale « négligent les composantes de celles-ci qui ne passent pas par l'écrit ou celles qui ont trait aux techniques manuelles [...] la mutation des systèmes éducatifs est conçue pour assurer à toutes les classes de la société la maîtrise de ce qui est écrit. Elle néglige une partie de la culture, celle qui se transmettait oralement ; avec l'effacement de ce qui restait de traditionnel dans les sociétés, les générations qui montent manquent de quelques-uns des repères dont bénéficiaient celles qui précédaient [...] La distance physique fait obstacle aux relations entre les individus. Elle affecte également celles qui existent entre les cultures pour se transmettre, celles qui reposent sur la seule oralité et impliquent un contact direct. Ce n'est pas le cas des cultures de l'écrit et de celles des médias. »⁴⁷

Cela étant, rendre justice aux sociétés des Suds à travers une décolonisation épistémologique est une contribution majeure à leur développement réel. Ernst Cassirer (1902-1945), philosophe de la culture, soutient que lire une société n'est pas seulement une affaire de sciences ou de méthode scientifique comme le

⁴⁷ Pierre Claval, *op. cit.*

réclame l'épistémologie occidentale. Une telle lecture n'est pas seulement biaisée par les cultures situées qui innervent et inspirent chaque modèle scientifique, mais aussi par le fait qu'elle n'intègre pas les formes symboliques⁴⁸. Ces « énergies qui lient les signes sensoriels concrets à des contenus de pensée » permettent de passer de la connaissance des sociétés des Suds à leur compréhension⁴⁹.

En conséquence, rendre une justice épistémologique aux sociétés des Suds revient à adopter de nouveaux capteurs de leurs réalités. Ces nouveaux capteurs sont leurs langues, leurs littératures, leurs poésies, leurs mythes et leurs religions, productions humaines qui permettent, au-delà de la seule connaissance dite scientifique, un sens authentique aux sociétés des Suds. Le fait que ces sociétés soient diachroniquement subalternes dans l'histoire de la modernité occidentale montre que la méthode *history from below*⁵⁰ permet de considérer l'apport dans le développement des pratiques populaires des Suds et des possibilités historiques qui s'offrent à ces pays en absence de modernisation occidentale, en parallèle, en complément à ou en confrontation avec celles-ci.

Les instruments des modèles économiques du développement perdent les Suds en regardant les Nords comme références. Ils y induisent un développement fantôme, résultat de la raison développementaliste. Leurs interdépendances et les résultats/impacts escomptés sont globalement constitutifs du paradigme dominant de développement. C'est-à-dire une connaissance scientifique non seulement modélisée comme image schématique et simplifiée du monde, mais aussi à mobiliser, à organiser et agencer de façon efficiente et efficace grâce à un management idoine. Les premiers modèles de développement, dits de transition des sociétés traditionnelles vers la société industrialisée, ont cette logique fonctionnelle.

Par conséquent, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les pays dits sous-développés ont été lus *via* le couple scientifique paradigme dominant/style de management, dont le but est d'y

36

⁴⁸ Ernst Cassirer, *La Philosophie des formes symboliques*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1972.

⁴⁹ Carole Maigné, *Ernst Cassirer*, Belin, Paris, 2013.

⁵⁰ Edward Thompson *The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century*, Oxford University Press, 1971.

enclencher le développement économique par l'exploitation efficiente et dynamique d'informations et de connaissances que ledit couple y produit sous formes de résultats: échecs, succès, crises, stagnations, dégradations ou reprises d'agrégats macroéconomiques, eux-mêmes des personnages conceptuels de nature scientifique tels le PIB, le taux d'investissement, le taux d'épargne ou le degré d'ouverture international...

Supposons que le paradigme de développement des services publics de santé des États des Suds soit la privatisation de ceux-ci par cession afin de diminuer la dette de l'État. La connaissance que ce paradigme peut produire sur les États dits sous-développés a au moins une triple source informationnelle :

- Les effets ou non-effets du paradigme sur les modes de vie réels des populations – la privatisation des hôpitaux par cession n'a aucune conséquence sur la santé des populations qui ne s'y soignaient pas avant.
- Les effets potentiels des styles de management sur les paradigmes – la privatisation des hôpitaux par concession fait baisser le déficit public des pays du Sud moins que leur privatisation par cession.
- Les effets effectifs d'un choix de management paradigmatique sur la société – la privatisation des hôpitaux par concession a moins d'effets négatifs sur l'accès aux soins de santé des travailleurs licenciés que la privatisation par cession, car les coûts supportés par les malades sont moins élevés.

Ce type de connaissances obtenues *ex-post* sur les pays du Sud par le biais d'interactions entre paradigmes, sociétés et styles de management est scientifique parce qu'elles sont induites d'une information elle-même scientifique. C'est ce qui caractérise la méthode déductive de l'économie du développement depuis 1950. D'où une multiple tension permanente entre la méthode économique et son objet, ici le développement des pays du Sud. Cette tension s'explique par plusieurs paramètres :

- L'économiste travaille sur des problématiques de société et non sur de la matière inerte dont la structure permet une modélisation stable dans le temps et l'espace comme par exemple en sciences physiques.
- L'économie, phénomène sociétal, ne peut être une axiomatique au sens pur de ce terme, car l'enjeu de sa connaissance déborde le domaine purement cognitif, il ne peut être exclusivement technique et méthodologique.

- Même si l'économiste fait un travail complètement neutre en lui-même, ses conclusions ont une portée politique *via* l'usage qu'en font les politiques ou leur influence inconsciente sur lesdits politiques : « Les idées justes ou fausses, des philosophes de l'économie et de la politique ont plus d'importance qu'on ne le pense en général. À vrai dire, le monde est presque exclusivement mené par elles. Les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé. »⁵¹
- Le processus de développement concerne des sociétés et, ainsi, fait de l'analyse économique une connaissance située entre le champ scientifique et le champ sociopolitique.

Autant de critiques que réfute le modèle économique dominant dans sa volonté de scientificité dans la production d'informations et des connaissances sur les sociétés des Suds. Notre hypothèse de travail consiste à stipuler que la culture scientifique qui préside à la production de l'information économiquement certifiée sur les pays dits sous-développés entraîne, non seulement une restriction de la connaissance, une éviction de plusieurs savoirs des mondes dits sous-développés et des moyens d'accès à ceux-ci, mais aussi une connaissance tronquée desdits mondes étant donné que le savoir scientifique induit à la fois un réel extra-occidental sous le prisme des connaissances occidentales. Cette culture scientifique y entraîne aussi un rétrécissement des mondes dits sous-développés et de leur lecture *via* le concept de développement économique. D'où trois erreurs handicapantes pour la productivité en matière de développement d'informations économiques dites scientifiques sur les pays des Suds :

- Une erreur d'extrapolation abusive aux Suds d'un cas particulier qu'est la trajectoire occidentale de développement.
- Une homologie historique erronée entre les Suds et le Nord que stipule en filigrane l'exportation aux Suds de paradigmes de développement ayant réussi au nord.
- Une erreur de calibrage des sociétés des Suds réduites au seul entendement scientifique de celles-ci *via* l'information scientifique qui découlent d'interactions entre paradigmes, styles de management y afférents et sociétés où ils sont appliqués.

⁵¹ John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Cambridge University Press, Cambridge, 1936.

Il en résulte que les informations que produisent les modèles économiques sur les pays des Suds depuis les années cinquante donnent à la fois une connaissance occidental-centrée de ces pays pris comme des formes arriérées de l'Occident et un enfermement nomothétique des solutions économiques aux problèmes de sous-développement. Un changement de perspective semble souhaitable face à une telle situation à la base de plusieurs échecs de politiques, de programmes et de projets de développement. Dans cette problématique, les formes symboliques peuvent constituer une voie de sortie d'une connaissance restrictive des pays des Suds et d'un entendement occidental-centré et nomothétique du processus de développement. Elles peuvent aussi être un moyen d'améliorer les résultats des modèles de développement en diversifiant leurs sources informationnelles et leur pertinence grâce à la mobilisation de multiples autres capteurs sensoriels que les seuls capteurs scientifiques. Ernst Cassirer considère que les formes symboliques constituent le plus petit dénominateur commun entre plusieurs composantes de la culture que sont la science, l'art, le langage, la religion, la poésie et les mythes. Il entend par forme symbolique « toute énergie de l'esprit par laquelle un contenu de signification spirituelle est accolé à un signe sensible concret et intrinsèquement adapté à ce signe. En ce sens, le langage, l'univers mythico-religieux et l'art se présentent chacun à nous comme une forme symbolique particulière. »⁵² Le réel est étroit et le possible est immense, disait Lamartine. Réaliser le développement réel dans les Suds nécessite de redonner sa chance aux autres possibles des Suds en sortant des « épistémicides » de la raison développementaliste *via* un intérêt conséquent accordé aux formes symboliques.

39

Résumé :

Réaliser le développement dans tous ses aspects est l'objectif principal de l'Afrique subsaharienne depuis 1960. Mais qu'est-ce que le développement réel ? Comment se décline-t-il comme problématique ? Cet article essaie de répondre à ces questions.

52 Ernst Cassirer, *op. cit.*, 1972.